

<http://www.collectiflieuxcommuns.fr/?398-retraites-egalite-des-revenus-pour>



Retraites : égalité des revenus pour tout le monde !

- Nos textes - Tracts -



Date de mise en ligne : jeudi 30 septembre 2010

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Ce texte fait partie de la brochure n°16 « Octobre 2010 - La lutte à la croisée des chemins ».

Elle est en vente pour 2Euros [dans nos librairies](#). Son achat permet notre auto-financement et constitue un soutien aux librairies indépendantes (vous pouvez également [nous aider à la diffusion](#)).

Il est également possible de la télécharger [dans la rubrique brochures](#).

index.php?action=image_responsive&img=IMG/jpg/vignette_octobre_2010_nouv_present.jpg&taille=100&1621969935

La brochure est constituée des documents suivants :

- [« Notes sur le mouvement social d'octobre 2010 »](#)
- Tract « Retraites : Egalité des revenus pour tous », ci-dessous...
- [Compte-rendu de la réunion publique du 10/11](#)
- [Tract « Pour des assemblées générales autonomes »](#)
- [Article « Les assemblées générales, école de démocratie ou terrain de jeux pour managers en herbe ? »](#)
- [Compte-rendu de la réunion publique du 9/02](#)

Ce tract a été l'objet d'une réunion publique dont le compte-rendu, publié dans la même brochure, est [disponible ici](#)

Tract distribué à 10.000 exemplaires lors des manifestations parisiennes

EGALITE DES REVENUS POUR TOUT LE MONDE !

http://www.collectiflieuxcommuns.fr/index.php?action=image_responsive&img=local/cache-vignettes/L64xH64/pdf-b8aed.svg&taille=64&1643812880

La réforme des retraites imposée par le gouvernement n'est pas seulement injuste, aberrante et inutile : elle est ignoble parce qu'elle fait de la vieillesse, de l'expérience de la vie, de la sagesse du passé, un handicap improductif trop cher à entretenir. Les vieux rejoignent ainsi la foule grandissante des « gens en trop », les jeunes, les immigrés, les chômeurs, les anormaux, les pauvres, les sur-qualifiés, les sous-qualifiés, etc. La société actuelle est en train d'exclure la majorité de la population au nom d'une logique économique qui ne rencontre plus de résistance sociale effective.

Contre l'idéologie nauséabonde qui voudrait éliminer « les gens en trop »...

Il existe une catégorie sociale qui devrait se demander si elle n'est pas de trop : C'est celle des oligarques au pouvoir qui nous entraînent dans cette dérive où la vie humaine a de moins en moins de sens. Face à leurs choix cyniques, il n'y a pas à discuter chiffons ou pourcentage : il nous faut imposer les principes d'une société digne, qui fasse place à chacun(e), qui produise en fonction de ses besoins et désirs, une société ouverte qui fasse profondément sens pour tou(te)s et dans laquelle chacun(e) pourrait s'impliquer activement. Une société où l'argent devienne un simple moyen d'échanger des produits, et non un moyen de pression pour contraindre les gens à se soumettre à un ordre inique et suicidaire.

...nous pouvons nous opposer à la régression historique que nous vivons.

En quarante ans, le pays est passé d'une situation de plein emploi à un taux de chômage affectant près d'un quart de la population (radiés, précaires, intermittents). Le chômage n'a pas été une fatalité : Il a au contraire été sciemment instrumentalisé par l'oligarchie pour accroître ses richesses et ses privilèges au détriment de tout le monde. L'apparition du chômage de masse, le désarroi qu'il a causé dans les milieux populaires, l'absence de riposte collective conséquente sur cette question, ont contribué à répandre à l'ensemble des couches sociales la mentalité du chacun-pour-soi qui jusqu'alors se limitait aux sphères hiérarchiques. L'intégration de cette mentalité par les salariés est une aubaine pour les capitalistes. Derrière l'illusion qu'elle traite chacun comme quelqu'un de « spécial », comme un cas particulier, s'installe l'arbitraire le plus absolu.

Il y a quinze ans, les « cas particuliers » étaient encore de grands pans de l'activité économique. En 1994, le gouvernement Balladur a modifié le régime de retraites du secteur privé en laissant de côté la fonction publique et des régimes spéciaux. Aujourd'hui, le gouvernement évoque vaguement quelques aménagements pour les femmes ou les salariés exerçant des métiers pénibles, mais avec tant de conditions restrictives que cela ne concernera qu'une petite minorité de ces catégories. De résignation en défaite, on se rapproche singulièrement du rêve patronal : la négociation des retraites, comme de tout le reste, au cas par cas, face au salarié seul, et suivant des critères qui auront de plus en plus à voir avec l'appréciation personnelle et hautement subjective du patron.

Derrière le chacun pour soi, et l'arbitraire généralisé à toute la société...

L'arbitraire est le pire critère possible. Mais cela ne nous dispense pas de questionner ceux qui permettaient de justifier des salaires et des pensions avant la crise (la « compétence », le « talent », la « difficulté » du travail ou les « responsabilités » qu'il induit). Ces critères paraissent plus légitimes mais ils ne sont pas plus objectifs... Par exemple, pourquoi la responsabilité d'un paysan, dont dépend la santé de milliers de personnes, est-elle moins reconnue en terme de revenus que celle d'un chef d'entreprise ? Quel sens cela a de dire que la compétence d'un bon chirurgien vaut exactement autant - ou plus, ou moins - que celle d'un bon ingénieur ? Et pourquoi ne vaut-elle pas exactement autant que celle d'un bon conducteur de train ou d'un bon instituteur ? Ce genre de questions peut entraîner des discussions sans fin sans que se dégage l'ombre d'un critère objectif : les critères de chacun sont fonction du modèle de société qu'il a en tête.

toutes les différences de revenus sont injustes et injustifiables.

Chacun(e) d'entre nous fait partie de la société, et peut y trouver sa place. Une collectivité n'est pas une machine dont certaines pièces sont inutiles pour son fonctionnement : elle est une oeuvre à la-quelle chacun(e) participe, de sa naissance à sa mort. Recevoir en héritage tout le savoir accumulé par l'humanité au cours des siècles, et donner en retour le meilleur de soi n'est pas compatible avec le « marche ou crève » qu'impose la société actuelle, ni avec la disparition des ressources naturelles. Pro-mouvoir l'égalité stricte de tous les revenus, quelle que soit l'activité, c'est abolir cette obsession de l'accumulation et libérer la créativité humaine. Cela exige bien entendu que la signification du travail change du tout au tout, ainsi que la définition et la répartition des tâches : chaque travailleur devrait pouvoir se reconnaître dans une activité choisie librement et être reconnu en retour par la collectivité. Les éventuelles fonctions ingrates inéliminables seraient assurées à tour de rôle.

Actuellement, la part de la richesse nationale qui va aux capitalistes ne cesse de s'accroître, et l'utilisation qu'ils en font détermine la société qu'ils imposent. L'activité économique est aujourd'hui entièrement tournée vers la surproduction infinie de produits polluants à durée de vie de plus en plus courte, et la protection de la propriété des plus riches : pour la première fois en France, les effectifs des compagnies privées de sécurité sont en passe de dépasser ceux de la police et de la gendarmerie. Nous nous dirigeons vers des sociétés comme le Brésil ou l'Afrique du sud, extrêmement violentes qui n'ont de sens ni pour les pauvres, qui sont exclus de tout, ni pour les classes moyennes et les riches, qui s'enferment eux-mêmes dans des résidences-forteresses, tout en épuisant les ressources naturelles.

S'il y doit y avoir rigueur, austérité ou décroissance, que ce soit pour tou(te)s, sans exception

L'idée d'une stricte égalité des revenus pour tous paraît irréalisable, exactement comme sem-blait utopique le principe des retraites par répartition, ou celui de la sécurité sociale, il y a seulement un siècle. Ces conquêtes, incomplètes, ont été obtenues par les luttes acharnées du mouvement ouvrier. Le combat que nous menons n'est pas moins important, nous qui luttons pour la dignité d'hommes qui refusent d'être réduits à l'état de rouage, de comptes en banque ou de variables d'ajustement. Pour imposer ces choix, il ne peut être question de s'en remettre aux partis ou aux syndicats. Ils ont cogéré la crise économique auprès du gouvernement, et se servent aujourd'hui de notre mobilisation pour en obtenir les contreparties. Le peuple possède une puissance que craignent tous les bureaucrates : les séquestrations, occupations et sabotage qui se sont déroulés récemment montrent des types d'actions autrement plus radicales que des manifestations-défilés convenus. L'Europe entière est en train de vivre de tels mouvements-véto, susceptibles de déclencher une crise sociale de grande ampleur. A nous de la transformer en crise politique pour poser un véritable projet de civilisation.

Septembre 2010

Collectif politique Lieux Communs - Lieuxcommuns gmx.fr - www.magmaweb.fr

[Pour en savoir plus, lire Â« La hiérarchie des salaires et des revenus Â»](#)